

L'Adresse

thématiques, en génie et en sciences; quadrupler la formation offerte par les employeurs à leurs employés.

Je crois, monsieur le Président, que nous devons mettre en place des moyens innovateurs pour faciliter l'atteinte de ces objectifs, avec un minimum de coûts. Au Canada, l'éducation est financée par les commissions scolaires via les impôts fonciers, par les gouvernements fédéral et provinciaux via les impôts en général et les emprunts.

De cette façon, près de 11 milliards de dollars sont transférés du gouvernement fédéral vers les provinces où les 11 milliards de dollars sont digérés par les différentes bureaucraties provinciales, par les grandes institutions d'enseignement, par les universités, par les commissions scolaires, et cetera.

Toute cette bureaucratie s'applique à planifier nos besoins collectifs en éducation, à planifier le nombre d'étudiants qui choisira les humanités, les sciences, à planifier le nombre d'écoles primaires, secondaires, le nombre de collèges, le nombre d'universités, à planifier les différents services offerts aux étudiants, à planifier les programmes, planifier les systèmes d'option, planifier les systèmes de crédit, planifier les goûts des étudiants et planifier les besoins du marché.

À l'extrémité de cette pyramide de planification, les écoliers et les étudiants se présentent souvent à une école qui n'est pas de leur choix, avec des moyens de transport qui leur conviennent plus ou moins, dans une discipline difficilement identifiable à cause du trop grand nombre d'options disponibles. Trop souvent, ces quelques années seront supportées dans la seule optique de satisfaire aux normes préparées par les spécialistes et d'obtenir finalement un diplôme, en n'importe quoi, qualifié également par les spécialistes.

Monsieur le Président, je crois que notre système d'éducation a oublié le principal, soit l'étudiant et l'écolier. Notre système d'éducation a également oublié que nous vivons dans une économie de marché. Dans un système moderne d'éducation que nous devons réformer, il va falloir que la bureaucratie fasse place aux lois du marché et pour ce faire, les gouvernements, de quelque niveau que ce soit, devront modifier les programmes de financement de l'éducation.

Les fonds publics devront cesser d'être dirigés trop souvent vers l'intérêt des immenses bureaucraties mais devront être dirigés directement dans les mains des bénéficiaires, c'est-à-dire les étudiants.

Les gouvernements devront graduellement mettre en place un système qui assurera aux étudiants des certificats de qualification pour études.

En possession de ces dits certificats, ce sont maintenant les étudiants qui choisiront leur discipline, leurs écoles, leurs professeurs, etc. Le système de certificats de qualification pourra être biaisé dans un premier temps vers les sciences et le génie, puisque c'est dans ces disciplines où nous avons les plus grands besoins et les plus grands retards. Ce système permettra à la concurrence dans les différents réseaux d'enseignement privé et public, incitant les administrations d'enseignement à s'orienter vers le marché, vers l'efficacité. Ce système sera également très incitatif pour les grandes centrales syndicales qui, il faut l'admettre, sont souvent fort préoccupées par les acquis de leurs membres alors qu'elles devraient l'être beaucoup plus par les besoins des jeunes et du marché.

Le système des certificats de qualification fera disparaître une bureaucratie oppressante qui n'a pas toujours fait ses preuves. Il faut de toute urgence remplacer les transferts vers les gouvernements inférieurs par des transferts vers les individus utilisateurs.

Monsieur le Président, l'avenir de chaque Canadien est d'abord entre les mains de chacun des Canadiens. Cela n'a plus de sens que ce soient les bureaucrates qui décident et des moyens et des choix de carrière de nos jeunes.

De plus, le président américain George Bush n'a-t-il pas proposé récemment que les fonds fédéraux américains pour l'éducation soient rendus disponibles directement aux parents des jeunes Américains afin que ce soient les parents et les jeunes qui choisissent les écoles et/ou les autres institutions d'enseignement.

Monsieur le Président, dans nos considérations de réforme éducationnelle, nous devons entre autres regarder les exemples de l'autre côté de la frontière. La ville de Milwaukee, dans l'État du Wisconsin, a rendu disponibles des certificats de qualification pour permettre à ses jeunes de choisir les écoles où ils vont étudier.

Des programmes semblables ont été mis en place dans les États américains de l'Iowa, l'Arkansas, Utah, Ohio, etc.

Monsieur le Président, c'est dans cette optique d'un nouvel enlignement des dépenses de transferts vers les jeunes étudiants que je ferai mes représentations à ceux qui gouvernent ce pays.

Le président suppléant (M. Pronovost): Questions et commentaires? Reprise du débat avec l'honorable député de Cardigan.

[Traduction]

M. Lawrence MacAulay (Cardigan): Monsieur le Président, comme les députés entament la troisième session de cette législature, il convient d'évoquer les deux der-